

Déclaration FNEC-FP FO79 – CSAD – vendredi 27 mars 2026

Madame la Directrice Académique,

Nous nous réunissons pour prendre connaissance des mesures de carte scolaire que vous allez prendre. Le calendrier Carte scolaire que le ministère a imposé une réelle entrave au travail des organisations syndicales pour la défense des dossiers d'écoles. Un GT à 14H et un CSAD à 9H le lendemain, ne nous laisse quasiment aucun répit pour informer les collègues et les écoles. Ce calendrier a un autre intérêt pour le ministre, c'est de rendre la mobilisation des parents et des élus très difficile.

Les mesures envisagées par le ministère sont la conséquence d'un budget d'austérité d'une violence inédite pour l'école Publique et pour les services publics en général. Les choix politiques d'E. Macron et de son gouvernement mettent en place une économie de guerre où le seul budget qui a été soutenu, voire doublé, est celui de la défense. Rappelons que le nouveau porte-avions français « La France Libre » coûtera 12,5 milliards d'euros.

Dans notre département, 28 suppressions de postes d'enseignants sont programmées pour septembre 2026. Vu les conséquences du non-respect des notifications MDPH, vu le manque de remplaçants, de RASED, vu la désorganisation dans les écoles : non seulement aucune fermeture ne devrait être envisagée, mais ce sont des dizaines de classes et de postes qu'il faudrait ouvrir pour rétablir partout des conditions de travail décentes dans les écoles !

Dans le second degré, ce sont des pertes d'heures considérables dans de nombreux établissements :

- à Airvault, 7 collègues en complément de service
- 30h au collège de Cerizay soit l'équivalent de 2 postes en moins
- 2 postes au collège Rabelais à Niort
- 1 poste au collège Jean Zay
- 2 classes à St Varent
- etc.

Au prétexte de la baisse démographique, ce sont en réalité des effectifs qui vont grimper jusqu'à 35 élèves par classe

Rajoutons qu'en plus des 1 891 suppressions de postes dans les écoles au niveau national, ce sont plus de 1 000 postes qui sont réservés pour le développement des pôles d'appui à la scolarité (PAS) qui entraîneront autant de fermetures de classes supplémentaires. Le ministre Geffray, interrogé au Sénat sur les PAS ne cache pas leur objectif : il indique que dans les départements où ceux-ci ont déjà été mis en place, ils ont permis une diminution de 6% des notifications MDPH ! Comme la **FNEC**

FP-FO l'a toujours indiqué les PAS ne sont ni plus ni moins qu'un outil pour limiter ces notifications et donc remettre en cause les droits des élèves en situation de handicap ! En effet, le gouvernement continue sa politique d'économies drastiques sur le dos de ces élèves et des conditions de travail des personnels. Faut-il rappeler qu'au moins 30 000 élèves bénéficiant d'une notification en établissement social ou médico-social n'y trouvent pas de places !

Autre sujet, nous constatons de plus en plus de difficultés de remplacement tant pour les arrêts maladie de courte durée que pour les d'absences liées au droit syndical. Parallèlement à cela de nombreux collègues « craquent » devant la dégradation de leurs conditions de travail, sont en arrêt long et doivent être remplacés au long cours. Les brigades, alors, mobilisés ne le sont plus sur de courtes absences. Nous demandons donc que des postes de brigades supplémentaires soient créés dans notre département.

Si les collègues craquent c'est le fait que, malgré la baisse des effectifs, le public accueilli a changé. Plus une école, plus une équipe ne sont épargnées. Les difficultés de faire classe sont grandissante. La somme des 250 RSST pour violence en classe en atteste. Fermer en masse des classes c'est aggraver les conditions d'exercice de nos missions, PE et AESH, et d'accueil de tous les élèves.

Fermer des classes dans certaines circonscriptions, c'est également affaiblir l'école publique au profit des écoles confessionnelles. C'est ne plus pouvoir accueillir les Tout Petits, qui commenceront et finiront leur scolarité dans l'école privée du coin. Rappelons que l'État dépense 10 à 15 milliards d'euros tous les ans pour l'enseignement catholique. Nous le répétons à l'envi : Fonds publics à l'école publique, Fonds privés à l'école privée.

Pour finir, le **FNEC FP-FO79** revendique l'annulation de toutes les suppressions de postes d'enseignants et de toute les fermetures de classes, le maintien de toutes les structures scolaires quelle que soit leur taille et la création de tous les postes nécessaires (administratifs, médecins, infirmiers, assistants sociaux, AESH, AED, remplaçants, enseignants spécialisés...) et des places en établissements sociaux et médico-sociaux à hauteur des besoins.

Nous demandons, toujours et encore que chaque école soit couverte par un RASED complet comprenant un psy-EN et deux enseignants spécialisés, avec des interventions hebdomadaires.

Merci pour votre attention